

progrès qu'ils ont de toute évidence accomplis. S'ils y sont parvenus, c'est tout simplement en réglant ces problèmes de la manière dont le Conseil national de la productivité a exercé son activité dans certains domaines, au cours de l'année, savoir en s'attaquant au cœur du problème. Cela est bien différent de la planification par une poignée d'hommes à l'échelon supérieur.

Un autre aspect très recommandable dont on a parlé ce soir, c'est que le Conseil ne sera pas restreint par un budget limité. Le gouvernement ne saurait faire de meilleur placement que d'accorder des fonds au Conseil national de la productivité pour lui permettre d'exercer les fonctions qui lui sont propres. Je suis sûr que la proposition qui a été formulée donnera plus d'ampleur au programme et à l'activité du Conseil. C'est une excellente chose. Ce soir, le ministre a brièvement relevé les principaux aspects du Conseil. Ici encore, il y a double emploi avec l'Office national de développement économique, du moins en ce qui a trait au mandat. Tout ce que le ministre a dit est excellent, à mon avis. Le rapport du groupe d'études européen m'a tout particulièrement intéressé. Cependant, tout cela sera inutile si l'on ne réussit pas à atteindre les objectifs que l'on s'est fixés.

Ainsi, monsieur le président, en donnant un bref aperçu de ce que nous pensons de cette résolution, j'aimerais signaler à l'attention du comité que nous devons envisager plusieurs problèmes évidents concernant les objectifs du Conseil national de la productivité et de l'Office national de développement économique. Notre pays est le plus grand importateur au monde; en effet, nos importations par personne sont presque trois fois celles de notre plus proche concurrent à cet égard. Voici ce que, d'après moi, nous devrions faire. Le gouvernement doit nous aider sérieusement à résoudre ce problème. Nous devons produire au Canada un grand nombre des produits que nous importons actuellement de l'étranger. On ne pourra y arriver en période d'austérité. Si, d'une part, il n'y a pas de capitaux à cette fin—et c'est là un problème bien grave cet hiver; il touche la question du chômage et le rythme d'expansion que nous voudrions pour notre économie—alors, nous ne pourrions régler le problème. Il est essentiel que des crédits soient disponibles. D'autre part, il doit y avoir ces concessions—cela nous ramène de nouveau à nos problèmes fiscaux—qui encourageront nos citoyens à produire ces denrées qui sont importées en trop grande quantité aujourd'hui. Encore une fois, monsieur le président, je veux donner un exemple dont j'ai parlé, je crois, il y a quelques semaines.

[M. Thompson.]

Un délégué commercial supérieur du Japon qui se trouve actuellement au Canada m'a dit qu'il n'était pas intéressé à nous vendre des tissus; ce qui l'intéressait c'était d'exporter de l'outillage lourd moderne qui permettrait à nos usines de fabriquer elles-mêmes leurs propres tissus.

Puis, à moins de pouvoir augmenter la demande effective sur notre marché intérieur, tout accroissement de la productivité sera annulé. D'autre part, je dirai très sérieusement aux membres du comité que, si nous ne pouvons faire fonctionner notre propre régime financier de façon à vraiment permettre à nos consommateurs d'utiliser ce qu'ils produisent eux-mêmes, il ne sera guère utile d'augmenter notre productivité. Voilà un des problèmes fondamentaux auxquels nous devons faire face. Le gouvernement doit prêter, à cet égard, toute l'aide qui s'impose, non pas en recourant à l'assistance sociale, mais à une politique financière qui répondrait à nos besoins actuels, et qui ne s'inspirerait pas de nécessités constatées il y a 50 ou 100 ans. Nous vivons à une époque d'abondance virtuelle. C'est, en effet, une ère d'abondance. A moins d'adapter nos programmes, qu'il s'agisse d'imposition, de réforme monétaire, ou de tout autre aspect de notre économie, à cette ère d'abondance, nous ne ferons que passer d'un problème à l'autre et la création d'offices ou de commissions, si nombreux soient-ils, n'apportera aucune solution.

Une autre question se pose, monsieur le président, et j'estime qu'elle relève du mandat du Conseil national de la productivité. La productivité excédentaire de notre économie, qui dépasserait les besoins légitimes de notre propre nation, doit être aiguillée ailleurs, vers les peuples dont les ressources sont moins abondantes que les nôtres. Mais il s'agit là, de nouveau, d'une fonction et d'un but qui relèvent du Conseil national de la productivité, et je suis convaincu qu'ils sont identiques aux devoirs et tâches attribués à l'Office national de développement économique. Je crois donc que la résolution dont nous sommes saisis est en tout point louable et qu'elle mérite notre appui, pourvu qu'elle puisse résoudre cet aspect de nos problèmes dont je viens de parler.

**M. Berger:** Je prends la parole tout simplement pour poser une question à l'honorable député de Red-Deer. J'ai écouté avec un intérêt particulier une partie de son allocution. Il a employé l'expression «stimulants fiscaux». Peut-il nous dire à quelles taxes il songe pour faire en sorte que le Canada dépende moins des importations de l'étranger?

**M. Thompson:** Notre problème d'hier et d'aujourd'hui, en ce qui concerne le volume